



### 1. Information sur la mission

<b>Titre</b>	Mission d'évaluation externe du projet PACTE-Guinée
<b>Experts</b>	un (1) Expert pour l'évaluation du projet
<b>Lieu d'affectation</b>	Conakry, République de Guinée
<b>Durée</b>	8 jours à Conakry, 5 jours pour la finalisation du rapport
<b>Période</b>	10 au 17 Décembre à Conakry, 18 au 22 Décembre pour la finalisation du rapport

### II. Contexte organisationnel

Le Centre Européen d'Appui aux Processus Electoraux (ECES) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et à vocation mondiale, basée à Bruxelles. La mission d'ECES est de promouvoir un développement démocratique durable, à travers des services de conseil et de soutien opérationnel pour la mise en place de cycles électoraux, en faveur des organes de gestion électorale et des organisations régionales et internationales. ECES œuvre pour le renforcement des capacités au niveau national, régional et international en facilitant les relations entre pairs, l'échange d'expériences, la collaboration Sud-Sud et le développement du leadership. Compte tenu la nature cyclique du processus électoral, l'appui aux élections doit être intégré dans le cadre plus large du développement démocratique. Par conséquent, ECES travaille en étroite collaboration, non seulement avec les organes de gestion électorale, mais aussi avec les parlements nationaux, les partis politiques, les médias, les institutions judiciaires, ainsi qu'avec les organisations de la société civile des pays partenaires.

### III. Le Projet PACTE Guinée

<b>Objectif global du projet</b>	Contribuer à la consolidation de la démocratisation en République de Guinée au travers d'un déroulement optimal d'élections crédibles, transparentes et pacifiques et le renforcement des capacités des parties prenantes au processus.
----------------------------------	---

<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1.</b>	Soutenir les organisations de la société civile et les Institutions de la République, engagées dans le renforcement de la démocratisation en République de Guinée, par une meilleure mutualisation des moyens et par le renforcement de leurs capacités pour une action professionnelle, méthodique et non partisane dans toutes les phases du processus électoral ;
	<b>2.</b>	Soutenir la participation inclusive et informée de la société civile dans la sensibilisation et éducation des citoyens ;
	<b>3.</b>	Contribuer à renforcer les systèmes de monitoring de Médias, comme véritables vecteurs d'informations professionnelles et objectives, tout au long du processus électoral ;
	<b>4.</b>	Contribuer à une gestion du contentieux électoral efficace et à réduire le potentiel de conflit électoral.

<b>Groupes cibles</b>	Nouvelles Institutions de la République (Médiateur de la République, Cour constitutionnelle) Assemblée Nationale (AN), Médias et Société civile
-----------------------	---

<b>Bénéficiaires finaux</b>	Les citoyens, les électeurs et la population dans son ensemble
-----------------------------	--

<b>Principaux résultats estimés</b>	<b>R.1</b>	Les capacités des parties-prenantes sont renforcées dans le domaine du Leadership et de la prévention des conflits électoraux (Assemblée nationale, Partis politiques, Médias, OSC) par l'organisation de formations spécifiques LEAD
	<b>R.2</b>	Les Médias sont renforcés dans leur rôle d'information et de sensibilisation de la population sur les enjeux liés au processus électoral ;
	<b>R.3</b>	Les Institutions de la République, dédiées au renforcement de l'Etat de droit, se professionnalisent, grâce à une assistance technique spécifique ;
	<b>R.4</b>	La Cour constitutionnelle assure le contentieux électoral avec impartialité.
	<b>R.5</b>	Une vaste campagne d'éducation à la citoyenneté qui aura sillonné tout le pays, appuyée par la Caravane des Savoirs, est organisée
	<b>R.6</b>	Sur base d'échantillons représentatifs, la population est régulièrement sondée sur sa perception des enjeux démocratiques et sur son opinion par rapport aux acteurs politiques ;

#### **IV. Objectif de la mission d'évaluation**

L'objectif de cette évaluation est d'analyser les performances et les résultats du projet PACTE-Comores en tenant compte aussi bien de ses objectifs que de la pertinence de ses activités et du contexte de sa mise en œuvre. L'évaluation vise également à identifier les principales leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennité des actions entreprises. Il s'agit également de déterminer si le projet a été mis en œuvre d'une façon efficace et efficiente.

Ainsi, l'évaluation sert à vérifier si les différentes composantes du projet ont été exécutées conformément aux conditions stipulées et si les résultats attendus ont été atteints.

#### V. Services demandés et approche méthodologique

<b>Evaluation du projet PACTE-Guinée</b>	<p>Le consultant, pour l'évaluation du projet, doit exécuter l'évaluation en conformité avec les lignes directrices de la Gestion du Cycle de Projet<sup>1</sup> et de la méthodologie d'évaluation de la Commission européenne<sup>2</sup>. L'évaluation se basera sur une approche participative qui inclue les différents bénéficiaires et acteurs impliqués dans le projet et elle se fera en conformité avec les principes pour l'évaluation de l'aide au développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).</p>	
	<p>Il s'agit ainsi d'évaluer le projet selon les principes suivants :</p>	
	<b>Pertinence</b>	<p>Dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé, des partenaires et du bailleur du projet et est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté ?</p>
	<b>Efficacité</b>	<p>Dans quelle mesure les objectifs du projet ont été réalisés et quelles ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs ?</p>
	<b>Efficienc</b>	<p>Dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?</p>
	<b>Impact</b>	<p>Quelles sont les conséquences/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non) du projet et comment s'expliquent-ils ? L'évaluation doit prendre en considération les résultats souhaités et les résultats involontaires, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes, tels que le contexte politique et électoral, les conditions financières, etc. Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires ?</p>
	<b>Viabilité</b>	<p>Dans quelle mesure les bienfaits résultant du projet perdurent-ils après la finalisation du projet et l'arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité du projet ?</p>

<sup>1</sup> [http://www.cc.cec/dgintranet/europeaid/documents/pcm\\_guidelines\\_2004\\_en.pdf](http://www.cc.cec/dgintranet/europeaid/documents/pcm_guidelines_2004_en.pdf)

<sup>2</sup> [http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/methodology/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/methodology/index_en.htm)

En ligne avec ce qui précède :

L'expert produira un rapport analysant les résultats obtenus dans le cadre du projet, mettant en relief les enseignements tirés au cours de son exécution et préconisant des recommandations relatives à la performance, impact et viabilité.

Le rapport inclura également une analyse du degré d'appropriation des actions par les bénéficiaires et les partenaires concernés et identifiera des recommandations pour une appropriation optimale de ce genre de projet.

Un projet de rapport d'évaluation doit être soumis et discuté en plénière avec l'équipe de l'unité de gestion du projet à la fin de la mission sur le terrain.

Le rapport doit par ailleurs, mettre en exergue les aspects liés :

- au développement et transfert des capacités ;
- à la pérennisation des acquis des bénéficiaires ;
- à l'innovation de l'intervention et la valeur ajoutée dans la réalisation du cycle électoral ;
- à la prise en compte de la dimension genre.

Le rapport doit être rédigé en français.

## V. Compétences

<b>Education, expérience, références de l'expert en évaluation de projet</b>	Etre détenteur d'un diplôme universitaire en sciences sociales, droit, relations internationales
	Plus de cinq (5) années d'expérience dans le domaine d'évaluation, de suivi et monitoring et/ou mis en œuvre de projets;
	La connaissance des questions d'assistance et d'observation électorale.
	L'expérience dans ce genre de projet est un atout.
	Maîtrise de la Gestion du Cycle de Projet et de l'approche du cadre logique
	Maîtrise démontrée du français écrit et parlé.
	Sensibilité à l'objectif spécifique du programme et adhésion aux principes et valeur d'ECES et du projet PACTE
	Très bonnes capacités rédactionnelles (rapports, manuels de formation etc.)

**Veillez adresser votre candidature avec CV dans le format ici requis (maximum de 3 pages) à l'adresse email suivante au plus tard le 6 décembre 2015 : [tatiana.edgard@eces.eu](mailto:tatiana.edgard@eces.eu)**

**Les candidats devront être disponibles dès le 10 Décembre 2015.**